

**DEPARTEMENT**

Dordogne

**ARRONDISSEMENT**

Sarlat

**CANTON**

Domme

**COMMUNE DE DOMME****PROCES-VERBAL****DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL****NOMBRE***De conseillers**En exercice :15**De présents :14**De votants :14*

L'an deux mil quinze, le 06 juillet à 20 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de Domme étant réuni au lieu ordinaire de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Cassagnole, Maire.

**Etaient présents :** Mesdames et Messieurs DUFOUR - GOUNARD – LAGRANGE - LAHALLE – TROUBADY – ARMAGNAC - CAMINADE – GERMAIN - LAMBERT – COUSIN – CASSAGNOLE – JOURDAN - OZANNE – PASQUET.

Etaient absents : MM TAILLASSON-MAZELAYGUE (procuration à Mme LAGRANGE), GOUNARD (procuration à M. GERMAIN), JOURDAN (procuration à M. CAMINADE).

Le Maire certifie que le présent procès-verbal des délibérations a fait l'objet d'un affichage à la porte de la mairie le : 27/08/2015.

**Le Secrétariat de séance était assuré par :** M. CAMINADE.

Le présent procès-verbal est approuvé le : 26/08/2015.

La convocation du Conseil Municipal avait été faite le 30/06/2015.

**Aménagements de toilettes  
et d'un DAB**

- Vote de décisions modificatives pour créer une opération budgétaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, vote à l'unanimité les deux décisions modificatives suivantes du budget 2015 de la commune de Domme, en vue de créer une opération budgétaire « Aménagements de toilettes et d'un DAB » et séparer celle-ci de l'aménagement des espaces publics de la Grand'Rue et de la Rue du Lavoir.

Virements de crédits :

Objet des dépenses	Chapitre et article	Diminution sur crédits déjà alloués :	Augmentation des crédits
Aménagement bourg	90058-2315	122.000 €	
Toilettes et DAB	90062-2313		122.000 €
Aménagement bourg	90058-1323	43.706 €	
Toilettes et DAB	90062-1323		43.706 €
TOTAL		165.706 €	165.706 €

Vote de crédits supplémentaires :

Intitulé	Chapitre et article	Crédits supplémentaires à voter en recette	Crédits supplémentaires à voter en dépense
Aménagement bourg	90058-1321	113.836 €	
Toilettes et DAB	90062-1321	39.733 €	
Aménagement bourg	90058-2315		38.640 €
Toilettes et DAB	90062-2313		114.929 €
TOTAL		153.569 €	153.569 €

- Autorisation pour engager une consultation d'entreprises :

Le Maire rappelle que par délibération du 26 janvier 2015, le Conseil Municipal a adopté une opération appelée « Aménagement Cœur de Bourg ».

Ce projet consiste à prolonger l'aménagement des espaces publics, déjà réalisés « rue Porte de la Combe », par ceux de la « rue du Lavoir » et de la « Grand'Rue », cette dernière étant l'artère piétonne et commerçante de la Bastide.

Cette opération comporte également un volet permettant d'améliorer l'accueil touristique ainsi que la vie commerciale tout au long de l'année, en prévoyant :

- l'aménagement de toilettes publiques sur chacune des places situées au sud (place de la Rode) et au nord (place de la Halle) de la « Grand'Rue » ;
- l'installation d'un local « distributeur automatique de billets », à proximité du local « toilettes publiques » sur la place de la Halle.

Sur ce dernier volet (toilettes publiques et DAB), le Maire propose au Conseil Municipal d'engager les travaux dès que possible et demande l'autorisation d'engager une consultation d'entreprises.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Autorise le Maire à engager une consultation d'entreprises pour l'aménagement de toilettes publiques place de la Rode et place de la Halle et pour l'installation d'un local « distributeur automatique de billets », à proximité du local « toilettes publiques » sur la place de la Halle ;
- Autorise le Maire à signer et déposer les permis de construire correspondant à ces travaux ;
- Autorise le Maire à signer toutes les pièces relatives à la procédure de consultation des entreprises.

**Travaux de génie civil  
A Turnac-Bas**

Dans le cadre des programmes de dissimulation des réseaux qui s'inscrivent dans la démarche environnementale poursuivie par l'ensemble des collectivités territoriales de la Dordogne, le Syndicat Départemental a conclu une convention cadre avec l'opérateur de télécommunications FRANCE TELECOM, qui définit les modalités

techniques, administratives et financières de dissimulation des réseaux aériens, à laquelle peuvent faire appel les communes qui le souhaitent et dont les termes sont rappelés dans le projet de convention qui est présenté.

Dans l'esprit du projet d'effacement de réseaux d'électrification existant sur la commune, il est opportun de prévoir, corrélativement, l'enfouissement des faisceaux aériens de télécommunications, qui contribuera à parachever l'action environnementale engagée.

Conformément aux accords intervenus au niveau départemental, il est rappelé que les études et les travaux de génie civil, à savoir : tranchée, gaines et chambres de tirage, à la charge de la commune, sont menées sous la direction du Syndicat Départemental et qu'à l'issue de leur exécution, la partie câblage et la dépose du réseau aérien sont assurés par l'opérateur.

Ainsi le projet présenté à cet effet par le Syndicat Départemental prévoit les travaux suivants : travaux de génie civil à la charge de la commune sur le secteur de Turnac Bas (tranchée commune, gaines et chambres de tirage) pour un montant HT de 9.863,00 € soit 11.835,60 € TTC.

Le Maire sollicite l'accord du Conseil Municipal pour l'approbation de ce projet tel qu'il a été établi par le SDE 24. Il précise que le montant des travaux sera réglé par le Syndicat Départemental à l'entreprise. La collectivité devra rembourser ces sommes, à la réception du chantier à partir de la production du décompte définitif qui lui sera adressée à cet effet, établi en fonction du coût réel des dépenses effectuées. Il indique qu'il s'engage au nom de la commune à créer les ressources nécessaires au paiement des sommes dues et que la commune doit s'engager à se conformer à l'ensemble des conditions particulières définies par le Syndicat Départemental et autoriser le Maire à signer la convention qui est présentée et, en général, faire le nécessaire pour le bon accomplissement de l'opération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Désigne, en vertu des dispositions prévues à l'article 2 de la loi MOP, le Syndicat Départemental en qualité de maître d'ouvrage désigné, pour faire réaliser, pour le compte de la commune, les travaux suivants : Turnac Bas (1<sup>ère</sup> partie) tels qu'ils figurent sur les plans et devis présentés ;

- Approuve les plans et devis estimatifs des travaux ;

S'engage à rembourser au Syndicat Départemental les sommes dues, à la réception du chantier, à partir de la production du décompte définitif qui sera adressé à la commune à cet effet, établi en fonction du coût réel des dépenses effectuées ;

- S'engage à créer les ressources nécessaires au paiement des sommes dues. Cette dépense obligatoire sera inscrite au budget de la commune de Domme.

- Accepte de se conformer à l'ensemble des conditions particulières définies par le Syndicat Départemental et autorise le Maire à signer toutes les pièces nécessaires au bon accomplissement de l'opération et notamment la convention d'opération tripartite qui lui est soumise.

## Château du Roy

Par délibération du 29 avril 2015, le Conseil Municipal a autorisé le Maire à engager une consultation d'opérateur d'archéologie préventive pour une opération d'étude archéologique et historique du Château du Roy, classé Monument Historique, sur la base d'un cahier des charges établi par la DRAC Aquitaine.

Sur les 6 prestataires consultés, 3 ont remis une proposition (INRAP, HADES et ARCHEODUNUM), et Jean-Bernard Pasquet, Maire-Adjoint, présente celles-ci. Il indique que M. Hervé Gaillard, du Service Archéologique de la DRAC Aquitaine, doit revenir sur place en septembre et qu'il fera le point avec les élus sur les travaux à réaliser et les propositions qui ont été adressées à la Mairie par les différents bureaux d'investigation archéologique. Il indique également que, compte-tenu du montant des prestations de fouilles archéologiques à réaliser sur le Château du Roy, mais aussi de l'entretien à réaliser par la commune sur les autres sites classés ou inscrits, importants par leur nombre et leur qualité, une réunion sera organisée à l'automne pour mettre autour de la table décideurs et financeurs afin de lancer, sur la base des études et estimatifs disponibles, un programme pluriannuel de travaux sur le patrimoine de Domme, programme qui fera l'objet d'une convention et qui garantira à la commune pour chaque programme, les concours financiers des différents partenaires. Il précise que l'ASBDR a demandé à Anne Bécheau et financé sur ses propres deniers, une étude sur le Château du Roy (6.000 €) et que l'association se propose de servir de relais auprès de mécènes afin de recueillir leurs dons pour financer les fouilles sur le Château du Roy. Compte-tenu de l'importance du montant annoncé aux élus des prestations de fouilles archéologiques, et de la nécessité de connaître préalablement l'avis de M. Gaillard sur les différentes propositions, le choix du bureau d'investigation archéologique est reporté à une session ultérieure.

**Vote de décisions  
Modificatives du budget  
2015 de la commune**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, vote à l'unanimité les deux décisions modificatives suivantes du budget 2015 de la commune de Domme.

Vote de crédits supplémentaires :

Intitulé	Chapitre et article	Crédits supplémentaires à voter en recette	Crédits supplémentaires à voter en dépense
Château du Roy	90056-1321	12.656,84 €	
Château du Roy	90056-2313		821,24 €
Travaux de voirie	20061-21533		11.835,60 €
<b>TOTAL</b>		<b>12.656,84 €</b>	<b>12.656,84 €</b>

Virements de crédits :

Objet des dépenses	Chapitre et article	Diminution sur crédits déjà alloués :	Augmentation des crédits
Restauration Remparts	90061-2313	14.500 €	
Porte des Tours	80052-2313		14.500 €
<b>TOTAL</b>		<b>14.500 €</b>	<b>14.500 €</b>

**Contrat de mise à disposition  
D'un bureau à l'Office de la  
Culture de Domme**

Le Maire rappelle que l'Office de la Culture de Domme occupe depuis plusieurs années un local à usage de bureau situé au premier étage de la Salle de la Rode et que cette occupation se fait sans qu'aucun contrat ne lie cette association à la commune de Domme.

Considérant la nécessité d'établir un contrat, pour des questions de responsabilité de chacune des parties, le Maire présente un projet de contrat relatif à l'occupation du local précité.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité le contrat qui vient de lui être présenté et autorise le Maire à le signer.

**CDD à un agent administratif**

Le Maire rappelle qu'un des agents administratifs de la commune a été placé en congé de longue durée et qu'il convient de pourvoir à son remplacement. Le Maire propose de ne pas renouveler le CUI-CAE dont Mlle Cécile Tournié faisait l'objet mais souhaite la recruter dans le cadre d'un contrat à durée déterminée pour une période de 9 mois et en expose les raisons. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- de recruter Mlle Cécile Tournié dans le cadre d'un contrat de travail à durée déterminée pour une période de 9 mois à compter du 1<sup>er</sup> août 2015, avec une durée hebdomadaire de travail de 30/35<sup>ème</sup> ;
- d'autoriser le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces relatives à ce recrutement, y compris le contrat de travail.

L'agent recruté percevra une rémunération calculée sur la base de l'indice en vigueur pour cet emploi.

**Subvention à l'association  
« Les Clowns Stéthoscopes »**

Le Maire présente une demande de subvention de l'association « Les Clowns Stéthoscopes ». Cette association intervient depuis 16 ans dans les services pédiatriques du CHU de Bordeaux afin d'améliorer la qualité de vie des enfants hospitalisés et d'accompagner leurs proches dans des moments souvent difficiles. Cette association indique que 2 enfants de Domme ont bénéficié de l'action de cette association en 2014 et sollicite le soutien financier de la commune qui est généralement fixé à 10 € par enfant hospitalisé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'accorder une subvention de 50 € à l'association « Les Clowns Stéthoscopes » au titre de l'année 2015.

**Motion sur la loi NOTRe**

Par 13 voix pour et 2 abstentions, le Conseil Municipal adopte une motion proposée par l'Union des Maires de la Dordogne relative à la loi NOTRe. Cette motion porte sur les points suivants :

- la baisse drastique annoncée des dotations de l'Etat aux collectivités locales qui doit être adaptée en volume et en calendrier afin de ne pas mettre en péril l'équilibre budgétaire de nombreuses collectivités et d'éviter une chute brutale de l'investissement public ainsi qu'une détérioration des services de proximité dont les répercussions seraient redoutables pour les entreprises comme pour la population ;
- L'élection de délégués communautaires au suffrage universel direct, qui menace l'existence même des communes en créant une nouvelle collectivité territoriale de plein exercice ;
- Le seuil minimum de 20 000 habitants pour la constitution des EPCI qui constitue une règle artificielle sans aucun lien avec les réalités locales et qui ne peut permettre l'élaboration d'un véritable projet communautaire ;

- la suppression de l'intérêt communautaire et le transfert obligatoire de certaines compétences (eau, assainissement, déchets) aux intercommunalités portant directement atteinte à la compétence générale des communes ;
- le caractère obligatoire des PLUi et la suppression de la minorité de blocage.

**Maintenance des poteaux  
Incendie : renouvellement du  
Contrat de la SOGEDO**

Par courrier du 22 juin 2015, la SOGEDO informe que le contrat qui liait cette société à la commune de Domme pour l'entretien des poteaux incendie de Domme, est arrivé à échéance et qu'une proposition de nouveau contrat est communiquée, prenant effet au 01/07/2015. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité le renouvellement de ce contrat et autorise le Maire à le signer.

**Présentation du RPQS 2014  
du SPANC de Domme-  
Villefranche**

Alain Germain, Maire-Adjoint, présente de la Rapport sur le Prix et la Qualité du Service 2014 du SPANC de la Communauté de Communes de Domme-Villefranche. Le Conseil Municipal prend acte de cette présentation.

**Modification de la  
délibération n° 145/2014 du  
22/09/2014**

Le Maire rappelle que par délibération n° 145/2014 du 22 septembre 2014, le Conseil Municipal avait adopté le programme 2014 de travaux de voirie communautaire et communale, avait décidé, dans le cadre des travaux de voirie pour la commune, de refaire la route du Brandal pour un montant HT de 4.054,80 € et de payer ces travaux à la Communauté de Communes de Domme-Villefranche sous forme de fond de concours.

Cette dernière a demandé à la commune de Domme de régler directement l'entreprise.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, modifie la délibération n° 145/2014 du 22/09/2014 en décidant à l'unanimité de régler directement à l'entreprise EIFFAGE une somme de 4.054,80 € HT soit 4.865,76 € TTC.

**Remplacement d'une borne  
électrique**

Le Maire rappelle que suite à un accident à la clôture d'un marché, une des bornes électriques a été endommagée et qu'il convient de la remplacer. Il présente le devis de l'entreprise JOUCLAS QUERCY PERIGORD d'un montant HT de 3.479,36 €. Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- Accepte le devis qui vient de lui être présenté et autorise le Maire à le signer ;
- Accepte l'indemnisation de l'assurance d'un montant de 3.757,71 € et l'encaissement du chèque correspondant à cette indemnisation.

**Electrification de la parcelle  
C-502**

Le Maire indique que M. Jean-Claude Borde a déposé une demande de certificat d'urbanisme (CU 02415215M0009) pour une parcelle située à Jacoumard et cadastrée en section C sous le numéro 502 mais que celle-ci n'est pas raccordée au réseau électrique.

Il rappelle les termes de la délibération du SDE 24 en date du 03 juin 2010 qui stipule que pour les extensions situées dans un rayon supérieur à 100 mètres, les 100 premiers mètres de raccordement sont pris en charge par le SDE 24. Au-delà de 100 mètres, les travaux reviennent à la charge de la commune sur laquelle est située la parcelle qui doit faire l'objet du raccordement.

Le Maire rappelle que la commune peut néanmoins refuser la prise en charge des extensions au-delà de 100 mètres, défavorisant de la sorte la constructibilité de la parcelle concernée par la demande de raccordement.

Par délibération du 20 octobre 2014, le Conseil Municipal a acté le principe suivant : au-delà de 100 mètres, la commune ne prendra en charge les travaux d'extension du réseau électrique qu'à la condition que les bénéficiaires s'engagent à lui rembourser le coût des travaux. Le Maire en a fait part à l'intéressé qui, par courrier du 23 juin 2015, s'est engagé à rembourser le montant des travaux estimé à la somme de 4.125 € par le SDE 24 (estimation du 05/05/2015 pour 55 mètres supplémentaires de raccordement au-delà de 100 mètres).

Acte étant pris de cet engagement, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité accepte de prendre en charge les travaux de raccordement au réseau électrique de la parcelle C-502 sise à Jacoumard pour un montant de 4.125 € suivant estimation du 05/05/2015 du SDE 24, autorise le Maire à signer toutes les pièces se rapportant à cette affaire et à demander à M. Jean-Claude Borde le remboursement du montant des travaux, conformément à son engagement en date du 23 juin 2015.

#### **Vote du huis-clos**

Vu l'article L 2121-18 du Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Considérant la nécessité pour le Conseil Municipal de pouvoir délibérer en toute sérénité,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de délibérer à huis clos sur la question suivante : Lancement d'un projet de création d'une commune nouvelle entre Domme et Cénac, au sens de la loi du 16 mars 2015.

#### **Lancement d'un projet de création d'une commune nouvelle entre Domme et Cénac, au sens de la loi du 16 mars 2015**

Le Maire indique qu'il a proposé au Maire de la commune de Cénac et St Julien d'initialiser une démarche de rapprochement des deux communes, dans le cadre de la nouvelle loi votée par le Parlement ce début 2015. Cette loi vise à améliorer le dispositif de « commune nouvelle », instauré par la loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010.

Afin d'encourager la création de communes nouvelles, la loi 16 mars 2015 propose de revoir l'architecture institutionnelle de la nouvelle commune :

- en donnant plus de place aux conseillers municipaux des anciennes communes (pendant la période transitoire allant de la mise en place de la nouvelle collectivité, au renouvellement de son conseil municipal, tous les élus municipaux composeront le conseil municipal transitoire) ;
- en garantissant une meilleure prise en compte des spécificités communales dans les documents d'urbanisme (reconnaissance des spécificités des anciennes communes dans le projet d'aménagement et de développement durable) ;
- en instaurant un pacte financier garantissant pendant trois ans le niveau des dotations de l'État aux communes fusionnant en 2015 ou 2016 au sein de communes nouvelles de moins de 10 000 habitants. Le texte instaure également des communes déléguées correspondant aux anciennes communes.

Dans l'intérêt des deux communes, de nombreux arguments militent pour que le lancement d'un projet d'une telle ampleur :

- la proximité des deux « centres ville » distants d'un kilomètre ;
- la contiguïté de zones habitées sur ces territoires respectifs comme « Le Port de Domme », « Le Capiol », « La Burague », « Les Ventoulines », « Lagorce », ... où c'est une rue/route qui fait la limite entre les habitations des deux communes ;
- la création d'un SIVOM entre les deux communes à la fin des années 70, permettant de partager depuis :

- la mise en commun de moyens techniques pour les services voiries,
- le dispositif commun d'assainissement collectif,
- l'entretien des falaises,
- la gestion des cimetières respectifs ;

- la mise en commun de structures d'enseignement au sein d'un RPI depuis la rentrée 2014.

Par ailleurs, les taux respectifs de la fiscalité pratiquée au sein des deux communes, sont assez proches, en tout cas les écarts ne paraissent pas être un facteur de blocage.

Si Domme est le « pôle touristique », Cénac est le « centre des commerces de proximité », un regroupement des deux communes paraissant porteur d'avenir pour la future commune nouvelle qui serait issue de ce regroupement.

Il semble donc que les deux communes ont atteint, chacune avec ses spécificités, des niveaux tant démographique qu'économique, qui militent pour un rapprochement administratif dans le cadre de la loi ci-dessus ; en plus des économies d'échelle engendrées par la mise en commun de certains moyens de fonctionnement, au-delà de ceux déjà évoqués ci-dessus, Cénac et Domme bénéficieraient ainsi pleinement des avantages prévus dans le texte de mise en œuvre de la loi.

Avant de lancer ce projet, le Maire de Domme indique qu'il a proposé au Maire de Cénac et St Julien de l'évoquer à « huis clos » lors d'une prochaine séance de leurs conseils municipaux respectifs. Le vote des conseils municipaux permettrait ainsi d'avoir un avis sur le lancement du projet.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 14 voix pour et une abstention, se prononce en faveur du lancement d'un projet de création d'une commune nouvelle entre Domme et Cénac, au sens de la loi du 16 mars 2015.

#### **Regroupement de Communautés de communes**

Le Maire indique qu'à l'occasion de la réunion du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de Domme Villefranche du 5 mars dernier, il a été évoqué les regroupements de communautés de communes à venir dans le cadre de la réforme territoriale en cours.

Le Président de la Communauté de Communes de Domme Villefranche souhaite connaître la position de chaque commune membre sur les possibilités de regroupements et leur propose de se prononcer sur l'une des propositions suivantes :



Se regrouper avec la communauté de communes de Vallée-Dordogne ou se regrouper avec la communauté de communes de Sarlat Périgord Noir ou rester tel que sans envisager un quelconque regroupement.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 11 voix pour et 4 abstentions se prononce en faveur d'un regroupement avec la communauté de communes de Sarlat Périgord Noir.

## Communications

### Affaire Lambert c/ Commune de Domme

Par jugement en date du 02 juin 2015, le Tribunal Administratif a débouté M. Jean Lambert de sa demande d'annulation de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2013 déclarant d'utilité publique le projet de mise en sécurité du drain d'eau pluviale surplombant le CD 50 au lieu-dit « Sous la Barre » sur le territoire de la commune de Domme et déclarant cessible le terrain cadastrés sous le numéro D-103 lui appartenant. M. Jean Lambert a en outre été condamné à verser 1.000 € à la commune de Domme. Il peut faire appel de cette décision sous 2 mois.

### SIAEP de Vitrac-La Canéda

Le contrat d'affermage pour l'alimentation en eau potable des communes adhérentes arrivant à échéance, un appel d'offre a été lancé par le syndicat qui, au terme de celui-ci, a décidé de reconduire son contrat avec la SOGEDO.

### Visite de M. le Préfet de la Dordogne

M. le Préfet de la Dordogne s'est rendu à Domme le 26 juin dernier, accompagné de Mme le Sous-Préfet de Sarlat. Après une présentation et une visite de la commune, M. le Préfet, Mme le Sous-Préfet, le Maire et les Adjoints ont déjeuné dans un restaurant de Domme, avec d'importants dossiers au menu : l'avenir du RPI, baisse de la DGF, application de la loi ALUR, avenir des services publics, de l'Hôpital, de la Gendarmerie, etc...

### RPI de Domme-Cénac

Pour faire suite à l'arrêté pris par Mme l'Inspectrice d'Académie et par lequel un poste d'enseignant est retiré à l'école de Domme à la rentrée 2015, le Maire a introduit un recours hiérarchique auprès du Recteur de l'Académie de Bordeaux. La réponse du Recteur, en date du 18 juin 2015, ne désavouant pas la position de Mme l'Inspectrice d'Académie, le Maire a décidé d'introduire un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux. Il a rencontré récemment l'avocat désigné par le Conseil Municipal lors de sa séance du 04 juin dernier afin de permettre à celui-ci de préparer son mémoire introductif d'instance.

### Circulation et stationnement

Une réunion s'est tenue le 1<sup>er</sup> juillet à la Mairie avec M. Dauvigier (Unité d'Aménagement du Conseil Départemental) et Mme Roubineau-Lacueille (DDT) pour améliorer la circulation et le stationnement.

La signalisation va être modifiée à partir de la Roque-Gageac pour faire accéder les véhicules à Domme par Vitrac, de même à Cénac pour les faire accéder à Domme par « La Rivière ».

#### Travaux salle de la Rode

Lors de la séance du 04 juin dernier, le Conseil Municipal avait accepté le devis de la SARL Montet Maçonnerie pour la réfection d'un mur de la salle de la Rode au dessus de la propriété de M. Despicht, travaux consistant à démolir le bardage bois recouvrant le mur et à crépir ensuite celui-ci. Or, suite à la demande d'autorisation d'urbanisme que la Mairie a déposé, M. l'Architecte des Bâtiments de France rejette le projet de crépir le mur et impose la couverture du mur par un bardage en matériaux composite. Même si cette solution ne satisfait pas les élus, il conviendra néanmoins de la respecter.

#### Droits de stationnement.

Au 30 juin 2015, les droits de stationnement sont en augmentation de 10,72 %. Le volume de véhicule léger est en légère baisse (0,59 %). En revanche, le volume des camping-cars est en très forte hausse (81,77 %).

#### Aboiements des chiens

Le Maire indique qu'il a pris un arrêté pour que les propriétaires de chiens prennent toutes les mesures nécessaires pour éviter les nuisances sonores provenant des aboiements répétés de leurs animaux. Mme le Procureur de la République a sollicité les services de gendarmerie pour constater les infractions et les contrevenants seront verbalisés.

#### Vidéosurveillance

En raison de la prolifération de dégradations et d'incivilités, le Maire indique qu'il songe à installer un système de vidéosurveillance sur certains secteurs de la commune ; Il indique qu'à proximité de Domme, Carsac-Aillac et Castelnaud-La Chapelle ont installé de tels systèmes.

Fait à Domme, le 08 juillet 2015.